

Direction des collectivités et de l'appui territorial  
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme  
et des installations classées  
Références : FDS

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation,  
par la société SPEICHIM PROCESSING, d'une installation de valorisation de matières (distillation de  
produits chimiques) située au 100, allée des pins - 01150 SAINT-VULBAS**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juillet 2001 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1630 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié relatif aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration et relevant de la rubrique 1.1.1.0 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié relatif aux prélèvements soumis à déclaration et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0 ou 1.3.1.0 ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2915 (Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides) ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Rhône Méditerranée 2022-2027 ;

Vu le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la basse vallée de l'Ain approuvé par arrêté du 25 avril 2014 ;

Vu le Plan de Gestion de la Ressource en Eau de la Basse Vallée de l'Ain approuvé le 28 juin 2017 ;

Vu les actes en date des 12 janvier 1994, 20 août 1998, 28 février 2012, 08 juin 2012, 12 mai 2014, 25 juillet 2014, 04 novembre 2015, 1<sup>er</sup> juin 2016, 08 septembre 2016, 06 janvier 2017, 21 mai 2019, 04 janvier 2021, 15 mars 2021, 1<sup>er</sup> avril 2021, 17 mai 2021, 19 juillet 2021 antérieurement délivrés à la SASU SPEICHIM PROCESSING pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Vulbas ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023 décidant la prorogation du délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale présentée par la société SPEICHIM PROCESSING ;

Vu la demande du 18 novembre 2021, présentée par la société SPEICHIM PROCESSING dont le siège social est situé 100 allée des pins - 01150 Saint-Vulbas, à l'effet d'obtenir l'autorisation environnementale relative au « développement d'activités de valorisation de matières » sur son établissement situé au 100 allée des pins - 01150 Saint-Vulbas ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 18 mai 2022 ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 24 mai 2022 et le mémoire en réponse produit par l'exploitant le 30 mai 2022 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'insertion de l'avis d'ouverture d'enquête publique dans deux journaux diffusés dans le département de l'Ain et dans deux journaux diffusés dans le département de l'Isère ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu les pièces, le déroulement et le résultat de l'enquête publique ouverte à la mairie de Saint-Vulbas du 1<sup>er</sup> septembre 2022 au 1<sup>er</sup> octobre 2022 inclus ;

Vu les certificats attestant l'affichage de l'avis d'enquête du 12 août 2022 au 1<sup>er</sup> octobre 2022 inclus dans les communes de Blyes (01), Chazey-sur-Ain (01), Lagnieu (01), Loyettes (01), Saint-Jean de Niost (01), Saint-Vulbas (01), Sainte-Julie (01), La-Balme-les-Grottes (38) et Hières-sur-Ambry (38) ;

Vu l'avis Monsieur Bernard PAVIER, désigné en qualité de commissaire-enquêteur ;

- Vu les avis des conseils municipaux des communes de Blyes, Loyettes, Saint-Vulbas et Sainte-Julie ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 20 décembre 2022 de l'inspection des installations classées ;
- Vu la transmission de la note de présentation non technique et les conclusions et avis motivé du commissaire-enquêteur aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;
- Vu la convocation du demandeur au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), accompagnée des propositions de l'inspecteur de l'environnement ;
- Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours de sa réunion du 23 février 2023 ;
- Vu la notification au demandeur du projet d'arrêté préfectoral ;
- Vu la remarque de l'exploitant émise par courriel du 10 mars 2023 sur le projet d'arrêté préfectoral ;
- CONSIDÉRANT que le projet porté par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;
- CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet, du public et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par le présent arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;
- CONSIDÉRANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;
- CONSIDÉRANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;
- CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,
- SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Ain ;

### **ARRÊTE**

---

## TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

---

### ARTICLE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La S.A.S.U. SPEICHIM PROCESSING, SIRET 389 218 850 00037, dont le siège social est situé 100 allée des pins – 01150 Saint-Vulbas est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de commune de Saint-Vulbas (01 150) au 100, allée des pins (coordonnées Lambert 93 X=875853 et Y=6528904), les installations détaillées dans les articles suivants.

L'établissement est identifié sous le code informatique suivant : 00061 02269.

#### Article 1.1.2. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
Saint-Vulbas	Section AI, n°51, 54, 56, 58, 83, 84	-

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est de 65 985 m<sup>2</sup>.

#### 1. Article 1.1.3. Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

#### Article 1.1.4. Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

### ARTICLE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :



Rubrique	Régime	Libellé	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, de déclaration ou de mise en service
<b>Classement par substances</b>				
1434.2	A	<p><b>Liquides inflammables</b>, liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435)</p> <p>2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation</p>	<p>Dalle 1 A : 6 pistes (jusqu'à mise en place des pistes autorisées en 2022 puis suppression)</p> <p>Nouvelle zone de dépotage : 4 pistes</p> <p>Nouvelle zone de chargement : 4 pistes</p> <p>Dalle 1 B : Pistes 1 et 2 Piste 3</p> <p><b>Total : 11 pistes au final</b></p>	<p>APAE 12/01/1994</p> <p>APAE 14/03/2023</p> <p>APAE 14/03/2023</p> <p>APAE 20/08/1998 APAE 14/03/2023</p>
1630.2	D	<p>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t</p>	Stockage de soude : 150 tonnes	APAE 14/03/2023
<b>Activités</b>				
2770.1	A	<p>Installation de <b>traitement thermique de déchets dangereux</b> ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2793.</p> <p>1. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10</p>	<p>Distillation</p> <p>Nouvelles colonnes à distiller</p>	<p>APAE 20/08/1998</p> <p>APAE 14/03/2023</p>
2771	A	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	3 t/h	APAE 20/08/1998

Rubrique	Régime	Libellé	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, de déclaration ou de mise en service
2790.1	A	Installations de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793. 1. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10	Colonne d'extraction liquide – liquide	APAE 20/08/1998
2791.2	DC	Installations de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780 et 2792. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j	< 10 t/j	APAE 20/08/1998
2910-A-2	DC	<b>Combustion</b> à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et 3110 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse..., si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Ch FT 1 : 1,2 MW Ch FT 2 : 1,7 MW Ch vapeur : 7,83 MW (jusqu'à mise en place de la chaudière de 12 MW puis suppression *) 12 MW Motopompes : 3 * 157,4 kW Groupes électrogènes : 660 kW Total : 16,03 MW	APAE 12/01/1994 APC 19/07/2021 APAE 12/01/1994 APAE 14/03/2023 APAE 12/01/1994 APAE 12/01/1994
2915.1.a	E	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) étant : a) Supérieure à 1 000 litres	Chaudière FT 1 : 15 m³ Chaudière FT 2 : 22 m³ Chaudière électrique : 1 m³ Total : 38 m³	12/01/1994 APC 19/07/2021 12/01/1994

Rubrique	Régime	Libellé	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, de déclaration ou de mise en service
2921.1.a	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	TAR 1 : 6977 kW TAR 2 : 2326 kW	Antériorité Décret 01/12/2004
			TAR 3 : 437 kW	APC 06/08/2012
			TAR 4 : 1 400 kW	APC 15/10/2015
			TAR 5 : 1 400 kW	APAE 14/03/2023
			5 circuits : 12 540 kW	-
Activités « IED »				
3410	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : a) hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques) b) hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes c) hydrocarbures sulfurés d) hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitratés, nitriles, cyanates, isocyanates f) hydrocarbures halogénés	Distillation réactive de mélanges à l'exclusion de réacteurs  Démonstrateur pré-industriel de catalyse hétérogène en phase gaz	Antériorité décret : 02/05/2013  APC 15/03/2021
3450	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires	Distillation réactive de mélanges à l'exclusion de réacteurs  Démonstrateur pré-industriel de catalyse hétérogène en phase gaz	Antériorité décret : 02/05/2013  APC 15/03/2021

Rubrique	Régime	Libellé	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, de déclaration ou de mise en service
<u>3510</u>	A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours aux activités suivantes : — récupération / régénération des solvants	Capacité totale d'exploitation autorisée à 40 000 t/an	APAE 14/03/2023
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	40 % des capacités totales de stockage (5770 m <sup>3</sup> ) soit :  2 308 tonnes	APAE 14/03/2023
<b>Classement par substances et mélanges dangereux</b>				
4110.1.a	A (SSH)	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 1 t	23 tonnes par rubrique sans dépasser 23 tonnes au total des rubriques.	APAE 12/01/1994
4110.2.a	A (SSH)	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg		APAE 12/01/1994
4120.1.a	A (SSH)	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t	500 tonnes par rubrique sans dépasser 500 tonnes au total des rubriques 4120, 4130, 4140, 4150	APAE 14/03/2023

Rubrique	Régime	Libellé	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, de déclaration ou de mise en service
4120.2.a	A (SSH)	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t		
4130.1.a	A (SSH)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t		
4130.2.a	A (SSH)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t		
4140.1.a	A (SSH)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t		
4140.2.a	A (SSH)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t		
4150.1	A (SSH)	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 20 t		

Rubrique	Régime	Libellé	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, de déclaration ou de mise en service
4331.1	A (SSB)	<p><b>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3</b></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 t</p>	<p>Stockage SVB1 (2A) : 880 m<sup>3</sup></p> <p>Stockage SVB2 (2B) : 490 m<sup>3</sup></p> <p>Extension SVB2 : 398 m<sup>3</sup></p> <p>Stockage SVB3 (2C) : 1120 m<sup>3</sup></p> <p>Stockage SVB4 : 1194 m<sup>3</sup></p> <p>Parc de stationnement citernes routières et isoconteneurs : 28 x 30 m<sup>3</sup> = 840 m<sup>3</sup></p> <p>Isoconteneurs dalle 1A-23 : 6x24 m<sup>3</sup></p> <p>Isoconteneurs dalle 3C : 4x24 m<sup>3</sup></p> <p>Isoconteneurs SVB2 (dalle 3B) : 8x24 m<sup>3</sup></p> <p>Hangar 2D : 150 m<sup>3</sup></p> <p>Zone 2E : 100 m<sup>3</sup></p> <p>Divers petits bacs intermédiaires : 66 m<sup>3</sup></p> <p>Zone 16 (stockage de fûts ou d'IBC) : 100 m<sup>3</sup></p> <p>Démonstrateur pré-industriel de catalyse hétérogène en phase gaz : 7 m<sup>3</sup></p> <p><b>Total : 5 777 tonnes</b></p>	Voir annexe 2
4510.1	A (SSH)	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 t</p>	500 tonnes	APAE 14/03/2023

Rubrique	Régime	Libellé	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, de déclaration ou de mise en service
4511.1	A (SSH)	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t	540 tonnes	APAE 12/01/1994
4722.2	D	Méthanol La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Voir annexe 1	Antériorité Décret : 03/03/2014
4735.2.b	DC	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 t	Voir annexe 1	APAE 12/01/1994
4748.2	D	1-bromo-3-chloropropane (numéro CAS 109-70-6) (sauf lorsque cette substance est exploitée dans les conditions prévues à la rubrique 4330). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 500 t	Voir annexe 1	APC 21/05/2019

(1) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), SSH (Seveso Seuil Haut), SSB (Seveso Seuil Bas)

(2) APC (Arrêté préfectoral Complémentaire), APAE (Arrêté Préfectoral d'Autorisation Environnementale)

\* les chaudières vapeur de 7,83 MW et 12 MW ne sont pas autorisées à fonctionner en même temps hors période de test et de mise en service de la nouvelle chaudière

Les quantités maximales autorisées des rubriques 47XX du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Les installations relèvent également des rubriques « loi sur l'eau » suivantes :

Rubrique	Libellé	Régime	Description et volume de l'activité
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	D	8 piézomètres 1 puits



Rubrique	Libellé	Régime	Description et volume de l'activité
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> /an mais inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> /an (D)	D	Forage dans la nappe des alluvions de la plaine de l'Ain 120 000 m <sup>3</sup> /an
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous sol, la superficie totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieur à 1 ha mais inférieur à 20 ha	D	28 300 m <sup>2</sup>

D (Déclaration)

### **ARTICLE 1.3. RÉGLEMENTATION SEVESO**

L'établissement relève du statut « seuil haut » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est :

- Seveso seuil bas pour les dangers physiques par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R.511-11 du code de l'environnement pour la rubrique 4331.
- Seveso seuil haut pour les dangers pour l'environnement par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R.511-11 du code de l'environnement pour les rubriques 4510, 4511 ;
- Seveso seuil haut pour les dangers pour la santé humaine par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R.511-11 du code de l'environnement pour les rubriques 4110, 4120, 4130, 4140.

### **ARTICLE 1.4. RÉGLEMENTATION IED**

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3510 relative à l'élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour (récupération/régénération de solvants) et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT (Waste Treatment).

### **ARTICLE 1.5. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le différent dossier déposé par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.6. DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **Article 1.6.1. Cessation d'activité et remise en état**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage artisanal ou industriel.

## **ARTICLE 1.7. GARANTIES FINANCIÈRES**

### **Article 1.7.1. Montant des garanties financières Seveso seuil Haut**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes : 4110, 4120, 4130, 4140, 4150, 4510, 4511.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à **7 203 229 € TTC**.  
(Avec Indice TP01 =128,9 (août 2022) et TVA : 20 %)

### **Article 1.7.2. Montant des garanties financières des installations relevant du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement**

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à **873 329 € TTC**.  
(Avec Indice TP01 =128,9 (août 2022) et TVA : 20 %)

Ce montant est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, définie à l'article 7 du présent arrêté.

### **Article 1.7.3. Actualisation du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières est actualisé :

- lors de l'établissement initial des garanties financières ;
- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01 ;
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

### **Article 1.7.4. Établissement des garanties financières**

Dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

## **ARTICLE 1.8. DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## ARTICLE 1.9. DÉCHETS AUTORISÉS À ÊTRE REÇUS PAR L'INSTALLATION

L'exploitant est autorisé à recevoir et à traiter les types de déchets suivants :

- solvants liquides,
- liquides de lavage,
- liqueurs mères organiques,
- déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses.

Ces déchets sont traités par distillation avec, si nécessaire, des étapes complémentaires physico-chimiques (neutralisation, etc.).

Les principaux déchets reçus sur le site ou générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité
Déchets dangereux	07 01 04* 07 04 03* 07 04 04* 07 05 04* 07 06 04* 07 07 03* 07 07 04* 16 10 01*	France et pays limitrophes + les Pays-Bas, la Suède

## TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

### ARTICLE 2.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### Article 2.1.1. Conduits et installations raccordées

Nom du conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité Combustible	Débit (Nm <sup>3</sup> /h)
Cryogénisation	<u>Existants</u> Bacs SVB1 Bacs SVB3 Colonnes distillation SVB1	Unité de traitement des COV par cryogénisation	120 à 300 Nm <sup>3</sup> /h
	<u>Nouveaux raccordements</u> Bacs SVB4 Nouvelle zone de dépotage SVB1, SVB2 Nouvelle zone d'empotage SVB1		
Désodorisation	<u>Existants</u> Isocontainers dalle 3B Colonnes distillation SVB2 Poste de conditionnement SVB2		2 500 à 6 400 Nm <sup>3</sup> /h
	<u>Nouveaux raccordements</u> Stockages SVB2 (hors acétonitrile reliés au laveur) Postes de dépotage dalle 1 B (poste 1 et 3 hors poste 2 acétonitrile)		

	Nouvelle zone d'empotage SVB2		
Laveur - Neutralisation	<u>Existants</u> Camion-citerne acétonitrile poste 2 Dalle 1B 3 réservoirs (stockage acétonitrile, neutralisation et A18)	-	200 Nm <sup>3</sup> /h
Scrubber	Isocontainers dalle 3C Distillation SVB3 (colonnes de distillation, postes de conditionnement, local dispatching)		5000 Nm <sup>3</sup> /h
Ch vap (ancienne)	Chaudière vapeur	<del>7,83 MW - Gaz naturel</del>	<del>676 Nm<sup>3</sup>/h</del>
Ch vap (Nouvelle)		12 MW - Gaz naturel	1160 Nm <sup>3</sup> /h
Ch FT1	Chaudière fluide thermique	1,2 MW - Gaz naturel	116 Nm <sup>3</sup> /h
Ch FT2	Chaudière fluide thermique	1,7 MW - Gaz naturel	164 Nm <sup>3</sup> /h

### Article 2.1.2. Échéancier de raccordement des installations

Les installations existantes qui doivent être raccordées aux installations de traitement devront être raccordées selon l'ordonnancement ci-après :

- les installations nouvelles doivent être raccordées aux installations de traitement avant leur mise en service ;
- les installations existantes doivent être raccordées lors de la phase 1, sans excéder un délai maximal de 6 mois après la mise en service de la distillation SVB3.

Installations	Installations existantes ou nouvelles	Installations de traitement	Délai de mise en service
Bacs SVB4	Nouveaux	Cryo max	Avant leur mise en service
Nouvelle zone de dépotage SVB1, SVB2	Nouvelle	Cryo max	Avant leur mise en service
Nouvelle zone d'empotage SVB1	Nouvelle	Cryo max	Avant leur mise en service
Stockages SVB2 : 16 bacs existants 4 nouveaux bacs	Existants Nouveaux	Désodorisation	Bacs existants raccordés simultanément que les 4 nouveaux bacs Avant la mise en service des nouveaux bacs
Postes de dépotage dalle 1B : poste 1 poste 3	Existant Nouveau	Désodorisation	Pistes 1 et 3 raccordées simultanément Avant la mise en service de la piste 3
Distillation SVB3 (colonnes de distillation, postes de conditionnement, local dispatching)	Nouvelle	Scrubber	Avant leur mise en service
Isocontainers dalle 3C Extension	Nouvelle	Scrubber	Avant leur mise en service

## ARTICLE 2.2. LIMITATION DES REJETS

### Article 2.2.1. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques canalisés

#### Installations de traitement des émissions de COV :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Paramètres	Sortie cryo	Sortie désodorisation	Sortie laveur neutralisation	Scrubber
COVT	30 mg/Nm <sup>3</sup>			
COV NM en mélange avec d'autres COV	110 mg/Nm <sup>3</sup> (exprimé en carbone total)			
COV III (1)	20 mg/Nm <sup>3</sup>			
COV halogénés auxquels sont attribués les mentions de danger H341 ou H351	20 mg/Nm <sup>3</sup>			
Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F	2 mg/Nm <sup>3</sup>			
Acide cyanhydrique exprimé en HCN	1 mg/Nm <sup>3</sup> ou flux < 3 g/h			
Ammoniac	50 mg/Nm <sup>3</sup>			
Acrylonitrile (annexe IV. c et H350)	flux < 5 g/h			
substances visées à l'annexe* IV.a	flux < 0,5 g/h			
substances visées à l'annexe* IV.b	flux < 2 g/h			
substances visées à l'annexe* IV.c	flux < 5 g/h			
substances visées à l'annexe* IV.d	flux < 25 g/h			

\* : il s'agit des annexes de l'arrêté ministériel du 02 février 1998

(1) COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998

#### Installations de combustion :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) )
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	FT1 1,2 MW (1994)	FT2 1,7 MW (2021)	Ch vap	
			7,83 MW (1994)	12 MW (2022)
Poussières	/	/	/	/
SO <sub>2</sub>	/	/	/	/
NOx ou équivalent NO <sub>2</sub>	100 mg/Nm <sup>3</sup>	100 mg/Nm <sup>3</sup>	100 mg/Nm <sup>3</sup>	100 mg/Nm <sup>3</sup>
Monoxyde de carbone	100 mg/Nm <sup>3</sup> (à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2025)	100 mg/Nm <sup>3</sup>	/	100 mg/Nm <sup>3</sup>
Teneur O <sub>2</sub> de référence	3 %	3 %	3 %	3 %
Vitesse d'éjection	> 5 m/s	> 5 m/s	> 5 m/s	> 5 m/s

Les installations sont alimentées exclusivement en gaz naturel ou biométhane.

### Article 2.2.2. Composés Organiques Volatils

L'exploitant tient à jour un Plan de Gestion des Solvants.

Il l'adresse annuellement à l'inspection des installations classées.

Les émissions totales de COV de l'établissement (COV canalisés + COV diffus) sont limitées à 0,1 % de la quantité des solvants à purifier sur le site ( $ET/I1 < 0,1 \%$ ).

## ARTICLE 2.3. SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHERE

### Article 2.3.1. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

#### Installations de traitement des émissions de COV :

L'exploitant fait effectuer par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), les mesures ci-après :

Paramètres	Normes de surveillance	Sortie installation cryogénique	Scrubber	Sortie désodorisation	Sortie laveur neutralisation
COVT	NF EN 12619	Semestrielle			
COV III (1)	(2)	(1)			
COV halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351					
Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F					
substances visées à l'annexe* IV.a					
substances visées à l'annexe* IV.b					
substances visées à l'annexe* IV.c					
substances visées à l'annexe* IV.d					
Acide cyanhydrique exprimé en HCN		Semestrielle			
Ammoniac	NF X 43-303 NF X 43-321	Semestrielle			
Acrylonitrile	(2)	Semestrielle			
Dichlorométhane	2	Semestrielle			

(1) L'exploitant est tenu de faire analyser les substances spécifiques, lors des analyses semestrielles, si ces substances sont présentes dans les installations le jour du prélèvement. A cet effet, la liste exhaustive des produits présents dans l'installation le jour du prélèvement est conservé avec les résultats d'analyses. Cette

liste fait apparaître les produits listés dans les annexes IV de l'arrêté ministériel du 2/02/1998, les COV III, les COV halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351, les substances de mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F.

(2) Les analyses sont réalisées selon l'avis technique publié au Journal Officiel de la République Française n°44 du 22/02/22 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement

#### Installations de combustion :

L'exploitant fait effectuer par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NOx et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.

Installations	Périodicité	Paramètres à analyser
Chaudière Vapeur FT 1 FT 2	Tous les 2 ans	Débit Vitesse d'éjection NOx O <sub>2</sub> CO SO <sub>2</sub> (sauf si le combustible utilisé est du gaz naturel)

#### Article 2.3.2. Surveillance des émissions diffuses

L'exploitant surveille au moins une fois par an, au moyen d'au moins une des techniques indiquées à l'annexe 3.4 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 et reprises ci-dessous, les émissions atmosphériques diffuses de composés organiques qui résultent de la régénération des solvants usés :

	Technique	Description
a	Mesures	Méthodes par reniflage, détection des gaz par imagerie optique, occultation solaire ou absorption différentielle.
b	Facteurs d'émission	Calcul des émissions sur la base des facteurs d'émissions, validé périodiquement au moyen de mesures.
c	Bilan massique	Calcul des émissions au moyen d'un bilan massique tenant compte de l'apport de solvant, des émissions canalisées dans l'air, des émissions dans l'eau, du solvant contenu dans le produit traité,

#### Article 2.3.3. Bilan des émissions

L'exploitant établit le bilan des émissions suivant :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COV NM	Plan de gestion de solvant	Annuelle
COV spécifiques	Plan de gestion de solvant	Annuelle

## TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### ARTICLE 3.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### Article 3.1.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau



Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités maximales suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal par ressource	Consommation maximale totale
Réseau public AEP	Réseau d'eau potable du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain (Nappe Alluvions plaine de l'Ain Sud, puits du luizard)	FRDG390	20 000 m <sup>3</sup> /an (1)	125 000 m <sup>3</sup> /an
Eaux souterraines (P1)	Alluvions plaine de l'Ain	FRDG390	120 000 m <sup>3</sup> /an	

(1) Le prélèvement d'eau sur le réseau AEP pourra être porté à 10 000 m<sup>3</sup>/mois dans les cas ci-dessous :

- en cas de défaillance technique des installations de pompage, y compris le matériel de traitement de l'eau associé, sans excéder une durée d'un mois ;
- si le niveau de criticité de gestion de crise sécheresse de la nappe de la Basse Vallée de l'Ain est inférieur au niveau de criticité de gestion de crise sécheresse de la nappe de la Plaine de l'Ain. Cette disposition ne porte pas dérogation aux mesures de réduction de la consommation d'eau imposées par les arrêtés préfectoraux.

Pour ses usages industriels, l'exploitant doit privilégier l'utilisation de l'eau issue de son forage (eaux souterraines).

L'exploitant est en mesure de justifier cette optimisation relative à la ressource en eau utilisée.

Les dispositifs de mesure des quantités d'eau prélevées dans le milieu naturel doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau.

### Article 3.1.2. Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Les forages suivants sont autorisés :

Nom du forage et ressource en eau concernée	Localisation	Code BSS	Volume de prélèvement maximal autorisé
Forage n°1 Alluvions plaine de l'Ain	X : 827 467 Y : 2 096 984	BSS004GFWR	432 m <sup>3</sup> /j et 120 000 m <sup>3</sup> /an

L'arrêté ministériel du 01/09/2003 modifié relatif aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration et relevant de la rubrique 1.1.1.0 s'applique à l'établissement.

## ARTICLE 3.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

### Article 3.2.1. Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents liquides suivantes :

- eaux usées industrielles (EUI) ;
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EP) ;
- eaux usées domestiques (ED) ;
- eaux d'extinction incendie (EEI) ;

Les réseaux de collecte des effluents liquides générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Coordonnées PK	Coordonnées Lambert 93
EUI	Eaux usées industrielles	Réseau eaux usées du PIPA, allée du bois des terres	Station d'épuration mixte du PIPA	-	-
ED 2	Eaux domestiques bâtiments techniques				
ED 1	Eaux domestiques bâtiment administratif				
EP 1	Eaux pluviales de la partie nord du site	Réseau eaux pluviales du PIPA allée des pins	Rhône	50	X=830085.06 Y=2097465.57
EP 3	Aucun	Réseau eaux pluviales du PIPA allée du bois des terres (sud)			
EP 2	Eaux pluviales SVB1, SVB2 et SVB3	Réseau eaux pluviales du PIPA allée du bois des terres (ouest) OU	Rhône	50	X=830085.06 Y=2097465.57
		Réseau eaux usées du PIPA, allée du bois des terres (*)	Station d'épuration mixte du PIPA (*)	-	-

(\*) renvoi dans le réseau d'eaux usées du PIPA en cas de nécessité uniquement. Dans ce cas, les eaux doivent respecter les VLE applicables au rejet EUI.

### Article 3.2.2. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.

Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

## ARTICLE 3.3. LIMITATION DES REJETS

### Article 3.3.1. Caractéristiques des rejets externes

Point de rejet référencé : **EUI (Effluents Industriels)**

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous avant rejet au milieu considéré :

Paramètres	Code SANDRE	Valeurs limites d'émission		Autosurveillance (3)
		Concentration moyenne journalière	Flux maximum journalier	
Volume journalier	1552	Maximum : 200 m³/j Moyenne mensuelle : 120 m³/j Flux spécifique mensuel : 2 m³/tonne de produits bruts traités		Continu
Température	1301	< 30 °C		
pH	1302	> 5,5 < 8,5		
MES	1305	200 mg/l	20 kg/j	Journalier (2)

Paramètres	Code SANDRE	Valeurs limites d'émission		Autosurveillance (3)
		Concentration moyenne journalière	Flux maximum journalier	
DCO	1314	4 000 mg/l	400 kg/j	Journalier (2)
DBO <sub>5</sub>	1313	1 600 mg/l	100 kg/j	Hebdomadaire
Ratio DCO/DBO <sub>5</sub>		< 3,5		Hebdomadaire
Azote global	1551	100 mg/l	5 kg/j	Trimestrielle
Phosphore total	1350	10 mg/l	1 kg/j	Trimestrielle
Composés organiques halogénés (en AOX) (1)	1106 (AOX)	1 mg/l	200 g/j	Mensuelle
Chrome hexavalent	1371	50 µg/l	10 g/j	Annuelle
Indice cyanures totaux	1390	0,1 mg/l	20 g/j	Hebdomadaire
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	5 mg/l	1 kg/j	Trimestrielle
Manganèse et composés (en Mn)	1394	1 mg/l	200 g/j	Trimestrielle
Etain et ses composés (en Sn)	1380	2 mg/l	400 g/j	Trimestrielle
Ion fluorure (en F <sup>-</sup> )	7073	15 mg/l	3 kg/j	Trimestrielle
Dichlorométhane	1168	100 µg/l	20 g/j	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	1 kg/j	Mensuelle
Indice phénol	1440	0,3 mg/l	60 g/j	Hebdomadaire
Mercure et ses composés (*)	1387	25 µg/l	5 g/j	Mensuelle
Arsenic	1369	25 µg/l	5 g/j	Mensuelle
Cadmium (*)	1388	25 µg/l	5 g/j	Mensuelle
Chrome et ses composés	1389	0,1 mg/l	20 g/j	Mensuelle
Cuivre	1392	0,150 mg/l	30 g/j	Mensuelle
Nickel	1386	0,2 mg/l	40 g/j	Mensuelle
Plomb	1382	0,1 mg/l	20 g/j	Mensuelle
Zinc	1383	0,8 mg/l	160 g/j	Mensuelle
Toluène	1278	74 µg/l	15 g/j	Trimestrielle
PFOA	5347	-	-	Semestrielle
PFOS	6561	-	-	Semestrielle

(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

(2) dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle calendaire.

(3) Prélèvement 24h proportionnel au débit

(\*) Les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

Points de rejets référencés : **EP1 et EP2 (Eaux Pluviales)**

Les eaux pluviales de voiries respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous, après traitement par un séparateur d'hydrocarbures et avant rejet au milieu considéré :

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale instantanée (*)
pH	1302	> 5,5 < 8,5
MES	1305	35 mg/l
DCO	1314	100 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

(\*) : la concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée minimale représentative).

### **ARTICLE 3.4. SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU ET DES REJETS AQUEUX**

#### **Article 3.4.1. Relevé des prélèvements d'eau**

Les compteurs des installations de prélèvements d'eau (puits et compteur AEP) sont relevés quotidiennement.

#### **Article 3.4.2. Contrôle des rejets aqueux**

##### Autosurveillance

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions qui sont au moins celles qui suivent.

- **Rejet EUI**  
L'exploitant réalise les contrôles du rejet EUI sur les paramètres et aux fréquences définies à l'article 3.3.1.  
Les analyses sont effectuées sur des prélèvements 24h proportionnelle au débit.  
Les résultats sont transmis mensuellement.
- **Rejet EP1 et EP2**  
L'exploitant réalise les contrôles du rejet EP2 selon les modalités ci-dessous.  
Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
pH	1302	Prélèvement ponctuel	Tous les 6 mois	-
MES	1305	Prélèvement ponctuel	Tous les 6 mois	-
DCO	1314	Prélèvement ponctuel	Tous les 6 mois	-
Hydrocarbures totaux	7009	Prélèvement ponctuel	Tous les 6 mois	-

##### Contrôles de recalage (eau)

Au moins une fois par an, l'exploitant fait procéder à un « contrôle de recalage » relatif aux prélèvements et aux analyses chimiques de la qualité des effluents liquides EUI.

Pour ce contrôle, les analyses sont effectuées par un laboratoire d'analyse agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, par un laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

### ARTICLE 3.5. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Pt de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau
Pz1	BSS001TRMA	Aval	Aquifère plaine de l'Ain FRDG339
Pz2	BSS001TRMC	Aval	
Pz3	BSS001TRMF	Aval	
Pz4	BSS001TRMG	Amont	
Pz5	BSS001TRMH	Amont	
Pz6	BSS004GFWS	Amont centre du site	
Pz7	BSS004GFWT	Aval centre du site	
Pz8	BSS004GFWU	Amont	

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres		Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
Hauteur NGF	1429	Pz8 (amont)	Semestrielle
Conductivité	1303	Pz2 (aval)	
Températures	1301	Pz3 (aval)	
Chlorures	1337	Pz6 (aval)	
Hydrocarbures totaux	9969	Pz7 (aval)	
AOX	1106	F1	
Screening molécules organiques	-		

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

### ARTICLE 3.6. SURVEILLANCE DES SOLS

Tous les 10 ans à compter de la date de remise du rapport de base initial, l'exploitant propose un programme d'investigation pour la surveillance du sol (prélèvements de sol, piezairs, suivi qualité des eaux souterraines, ...), en fonction des événements survenus ayant pu entraîner une pollution du sol depuis le dernier rapport de base.

Ce programme sera basé à minima sur la liste des substances dangereuses pertinentes du site, établie dans le rapport de base :

- Hydrocarbures totaux C10–C40 ;
- les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP, 16 composés de l'US–EPA 18) ;
- les hydrocarbures aromatiques volatils, dits « BTEX étendus » (benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes–, styrène, propylbenzène, cumène, triméthylbenzènes, butylbenzènes) ;
- les composés organo–halogénés volatils (COHV) : liste de 38 composés dont les trichlorobenzènes (TCB), le perchloroéthylène (PCE) et des composés bromés, utilisés sur le site, ainsi que le 1,1,2,2 tétrachloroéthane, recommandé par le BRGM ;
- l'indice phénol ;
- les alcools et solvants polaires ;
- les alcanes volatils ;
- Chlorobenzène ;
- Diméthylbenzaldéhyde (DMF) ;
- Tetra hydro furanne (THF).

Le premier programme d'investigation pour la surveillance du sol est attendu pour décembre 2029.

### **ARTICLE 3.7. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES « SÉCHERESSE.»**

L'exploitant est soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse en vigueur.

---

## **TITRE 4 - AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION**

---

Sans objet.

---

## **TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE**

---

### **ARTICLE 5.1. LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT**

#### **Article 5.1.1. Valeurs Limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

<b>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</b>
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### **Article 5.1.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

<b>PERIODES</b>	<b>PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</b>	<b>PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</b>
Niveau sonore admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

#### **Article 5.1.3. Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, à la demande du préfet ou de l'inspection des installations classées, notamment si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Dans tous les cas, la localisation des points de mesure est définie avec l'accord de l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

---

## **TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **ARTICLE 6.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **Article 6.1.1. Dispositions constructives et comportement au feu**

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques fixées par les arrêtés ministériels de prescriptions applicables sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 6.1.2. Organisation des stockages**

Les stockages sont organisés conformément à l'étude de dangers contenue dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

### **ARTICLE 6.2. AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTIONS DES ACCIDENTS**

#### **Article 6.2.1. Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité**

L'exploitant tient à jour la liste des mesures de maîtrise des risques et des barrières de sécurité identifiées dans les différentes études de dangers, que ces mesures et barrières soient passives, actives, avec ou sans intervention humaine.

Cette liste est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

En outre, l'exploitant met en œuvre, avant la mise en service de chacune des nouvelles installations, les mesures de maîtrise des risques et les barrières de sécurité identifiées dans les différentes études de dangers, que ces mesures et barrières soient passives, actives, avec ou sans intervention humaine.

### **ARTICLE 6.3. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **Article 6.3.1. Moyens de lutte contre l'incendie**

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par :

- l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié relatif aux stockages de liquides inflammables en récipients mobiles selon les modalités de l'article 8.4.1 du présent arrêté ;
- l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié relatif aux stockages de liquides inflammables en réservoirs aériens selon les modalités de l'article 8.4.2 du présent arrêté.

L'exploitant réalise les travaux de mise à niveau de ses moyens d'extinction incendie et de rétention des eaux d'extinction, conformément aux calculs de dimensionnement joints dans le dossier de demande d'autorisation, avant la mise en service de chacune des nouvelles installations.

Pour les installations existantes, l'exploitant doit respecter les échéances définies dans l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Il transmet une copie des éléments attestant de la bonne réalisation de ces travaux à l'inspection des installations classées.



### Article 6.3.2. Organisation

L'exploitant dispose d'une P.P.A.M. (**Politique de Prévention des Accidents Majeurs**) conformément à l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014.

L'exploitant met en place un SGS (**Système de Gestion de la Sécurité**) conformément à l'article 8 de l'arrêté du 26 mai 2014.

L'exploitant dispose d'un P.O.I. (**Plan d'Opérations Internes**) conformément à l'article R.181-54 du code de l'environnement et à l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014.

Ce POI intègre la stratégie de défense incendie prévue à l'article VI.1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 et la stratégie de défense incendie prévue à l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010.

La stratégie de défense incendie est mise à jour au plus tard le 01/01/2023 pour les réceptifs mobiles.

### **ARTICLE 6.4. RÉ-EXAMEN DE L'ÉTUDE DE DANGERS**

Conformément à l'article R.515-98 du code de l'environnement, l'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.

La prochaine notice de ré-examen de l'étude de dangers devra être transmise au préfet de l'Ain avant le 18 novembre 2026.

---

## **TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

---

### **ARTICLE 7.1. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

L'exploitant prend toute mesure pour réduire les quantités de déchets produites.

### **ARTICLE 7.2. PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION**

Les déchets doivent être triés et traités selon les dispositions du titre IV (déchets) du livre V du code de l'environnement.

### **ARTICLE 7.3. LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE**

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités maximales suivantes :

Type de déchets	Désignation	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets dangereux	Effluents aqueux	450 m <sup>3</sup>
	Effluents chlorés non halogénés	90 m <sup>3</sup>
	Effluents chlorés halogénés	23 m <sup>3</sup>
	Solides non halogénés	20 m <sup>3</sup>
	Emballages	16 tonnes

Le présent tableau est établi sans préjudice des obligations de tri à la source des différents flux de déchets (tri « 5 flux », tri « 7 flux » et tri « 8 flux »...).

### **ARTICLE 7.4. LIMITATION DE LA DURÉE DE STOCKAGE DES DÉCHETS**

Les déchets produits par l'établissement ne peuvent pas être stockés plus de 1 an sur le site à compter de leur date de production.

Les déchets réceptionnés par l'établissement ne peuvent pas être stockés plus de 3 mois sur le site avant traitement, à compter de leur date de réception.

### **ARTICLE 7.5. REGISTRE DÉCHETS**

Conformément à l'article R.541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition de ces déchets.  
Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

## **TITRE 8 - CONDITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS**

### **ARTICLE 8.1. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 janvier 1994	Tous sauf article 1 <sup>er</sup>	Articles supprimés
Arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire du 20 août 1998	Tous sauf article 1 <sup>er</sup>	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2012	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2012	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2014	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2014	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 4 novembre 2015	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 1 <sup>er</sup> juin 2016	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 8 septembre 2016	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 6 janvier 2017	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2019	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2021	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2021	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 1 <sup>er</sup> avril 2021	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2021	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 19 juillet 2021	Tous	Articles supprimés

## ARTICLE 8.2. RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE APPLICABLE AUX INSTALLATIONS

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent issus des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Rubrique	Textes	Thématique ou installations concernées
<b>Textes transversaux</b>			
23/01/1997	-	Arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement	Bruits
02/02/1998	-	Arrêté du 02/02/98 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Émissions
31/01/2008	-	Arrêté ministériel modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets	Déclarations d'émissions
04/10/10	-	Arrêté du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Risques
22/10/2010	-	Arrêté du 22 octobre 2010 modifié relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »	Risques
19/12/11	-	Arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau	Prélèvements d'eau
31/05/2012	-	Arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination des garanties financières	Garanties financières
31/05/2012	-	Arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières	Garanties financières
28/04/2014	-	Arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.	Eaux superficielles Eaux souterraines
26/05/2014	-	Arrêté du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement (établissements SEVESO)	Risques – SEVESO
27/12/18		Arrêté du 27/12/18 modifié relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses	Pollutions lumineuses
22/02/22		Avis technique publié au Journal Officiel de la République Française n°44 du 22/02/22 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement	Analyses
<b>Textes spécifiques</b>			
12/10/2011	1434	Arrêté du 12/10/11 relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement	Postes de chargement et de déchargement des citernes routières mobiles
26/07/2001	1630	Arrêté du 26/07/01 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1630	Stockage de soude

Dates	Rubrique	Textes	Thématique ou installations concernées
23/11/2011	2791.2	Arrêté du 23/11/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782)	-
03/08/2018	2910	Arrêté ministériel du 03 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910	Chaudières d'une puissance unitaire supérieure à 1 MW
12/05/2020	2915	Arrêté ministériel du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2915 (Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides)	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides
14/12/2013	2921	Arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	TAR
17/12/2019	3510 3550	Arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED	-
03/10/2010	tous liquides inflammables en réservoirs aériens	Arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation	Réservoirs aériens de LI
24/09/2020	tous liquides inflammables en récipients mobiles	Arrêté ministériel du 24/09/2020 modifié relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation	Récipients mobiles de LI
<b>Rubriques IOTA</b>			
11/09/2003	1.1.1.0.	Arrêté ministériel du 01/09/2003 modifié relatif aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration et relevant de la rubrique 1.1.1.0	Puits et piézomètres
11/09/2003	1.1.2.0.	Arrêté ministériel du 01/09/2003 modifié relatif aux prélèvements soumis à déclaration et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0 ou 1.3.1.0	Puits de pompage
19/12/2011	1.1.2.0.	Arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau	Puits de pompage

Pour l'application des arrêtés ministériels, les dates d'autorisation, de mise en service ou d'antériorité administrative (bénéfice des droits acquis) des différentes installations sont définies à l'article 1.2 et en annexe 2 du présent arrêté.

### **ARTICLE 8.3. INSTALLATIONS DE COMBUSTION**

Les installations de combustion (chaufferies) sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 selon les dispositions ci-après :

- Chaudière FT1 et chaudière vapeur existante (7,83 MW) : dispositions du point A de l'annexe II (Dispositions applicables aux installations mises en service « ou ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire » avant le 20 décembre 2018, dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 2 MW au 19 décembre 2018).
- Chaudière FT2 et nouvelle chaudière vapeur (12 MW) : annexe I.

#### **ARTICLE 8.4. CONDITIONS PARTICULIÈRES AU STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES**

##### **Article 8.4.1. Stockages en récipients mobiles**

Les stockages de liquides inflammables en récipients mobiles :

- sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- constituent des installations « existantes » pour l'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié ;
- sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié selon les modalités de son annexe 2.I (dispositions applicables aux stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée existante relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement couverts par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé).

##### **Article 8.4.2. Stockages en réservoirs aériens**

Les stockages de liquides inflammables en réservoirs aériens :

- sont soumis aux dispositions techniques de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Pour l'application de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 :

- les cuves de stockage de SVB4 sont considérées comme des installations « nouvelles » ;
- les cuves de stockage de SVB1 et SVB2 sont considérées comme des installations « existantes » avant le 16 mai 2011 et sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 03 octobre 2010 selon les modalités de son annexe 7.

#### **ARTICLE 8.5. CONDITIONS PARTICULIÈRES AUX POSTES DE CHARGEMENT - DÉCHARGEMENT DES CITERNES MOBILES**

##### **Article 8.5.1. Postes desservant les réservoirs de stockage**

Les postes de chargement et de déchargement des citernes mobiles (camions-citernes, iso-containers...) desservant les réservoirs de stockage sont classées sous la rubrique 1434 de la nomenclature des ICPE et sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011.

Pour l'application de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 :

- les postes de dépotage de la dalle 1A, les pistes 1 et 2 de la dalle 1B constituent des installations « existantes » ;
- les postes de dépotage de la zone de dépotage SVB1-SVB2-SVB4, les postes de chargement de SVB1-SVB2-SVB4 et la piste 3 de la dalle 1B constituent des installations « nouvelles ».

##### **Article 8.5.2. Postes ne desservant pas les réservoirs de stockage**

Les postes de chargement / déchargement des isoconteneurs des dalles 3B et 3C ne sont pas classées sous la rubrique 1434 et ne sont pas soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011.

Ces installations doivent répondre aux prescriptions techniques particulières ci-après :

Le déchargement de citernes mobiles vers les réservoirs de stockage ou le chargement de citernes mobiles depuis les réservoirs de stockage est strictement interdit sur les dalles 3B et 3C.

a) Les installations de chargement ou de déchargement sont pourvues d'un arrêt d'urgence qui permet d'interrompre les opérations de transfert de liquides inflammables. Si le poste est équipé d'une passerelle, chaque niveau dispose d'un tel dispositif.

b) Les tuyauteries, robinetteries et accessoires sont conformes aux normes et codes en vigueur lors de leur fabrication sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles définies par l'exploitant, sans préjudice des exigences fixées par le code du travail.

Les supports de tuyauteries sont réalisés en construction métallique, en béton ou en maçonnerie.

Ils sont conçus et disposés de façon à prévenir les corrosions et érosions extérieures des tuyauteries au contact des supports.

Lorsque les tuyauteries de liquides inflammables sont posées en caniveaux, ceux-ci sont équipés à leurs extrémités et tous les 100 mètres de dispositifs appropriés évitant la propagation du feu et l'écoulement des liquides inflammables au-delà de ces dispositifs.

Les circuits de chargement sont munis d'un dispositif de fermeture (par exemple, une vanne) en acier, tant pour le corps que pour l'organe d'obturation. Ce dispositif d'isolement est monté soit au plus près des parties flexibles, soit directement sur le bras de chargement.

c) L'installation à demeure, pour des liquides inflammables, de flexibles aux emplacements où il est possible de monter des tuyauteries fixes est interdite.

Est autorisé pour une durée inférieure à un mois dans le cadre de travaux ou de phase transitoire d'exploitation l'emploi de flexibles pour le chargement, le déchargement et les amenées de liquides inflammables sur les groupes de pompage mobiles et les postes de répartition de liquides inflammables.

Tout flexible est remplacé chaque fois que son état l'exige et, si la réglementation transport concernée le prévoit, selon la périodicité fixée.

La longueur des flexibles utilisés est aussi réduite que possible.

d) Le déchargement n'est réalisé qu'à l'aide d'une liaison équipée d'un dispositif d'accouplement immobilisé sur la tuyauterie d'emplissage de la capacité de stockage réceptrice.

e) Les tuyauteries, les flexibles et les bras articulés sont suffisamment éclairés pour permettre d'effectuer commodément leur surveillance, leur accouplement et leur désaccouplement.

Une signalisation des vannes de sectionnement et des arrêts d'urgence est mise en place afin de rendre leur manœuvre plus rapide.

f) L'exploitant prend des dispositions pour que la fermeture éventuelle des vannes ne puisse pas provoquer l'éclatement des tuyauteries ou de leurs joints.

g) Les aires de chargement ou de déchargement disposent d'une rétention conçue de manière à contenir le volume maximal de liquides inflammables contenu dans le plus gros iso-container d'être chargée ou déchargée sur ces aires.

Les aires de chargement ou de déchargement peuvent être ceinturées de caniveaux de collecte et reliées à une rétention déportée répondant aux prescriptions du présent article.

Les rétentions mises en place afin de répondre aux dispositions des deux alinéas précédents répondent aux dispositions suivantes :

- elles sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes ;

- elles sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Pour les rétentions visées, l'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel simple régulier et d'un examen visuel approfondi annuel. Les rétentions font l'objet d'une maintenance appropriée.

L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions installées pour répondre au présent article.

Ces dispositifs :

- sont étanches en position fermée aux liquides inflammables susceptibles d'être retenus ;
- sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs), sauf pendant les phases de vidange, ou munis d'un dispositif de fermeture automatique en cas d'arrivée accidentelle de liquides inflammables ;
- peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention.

La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.

Dans le cas d'une rétention déportée, la disposition et la pente du sol sont telles qu'en cas de fuite les liquides inflammables sont dirigés uniquement vers la capacité de rétention. Le trajet aérien suivi par les écoulements accidentels entre les citernes et la capacité de rétention ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès à ces aires. Si l'écoulement est canalisé, les caniveaux et tuyauteries disposent si nécessaire d'équipements empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre la citerne et la rétention déportée (par exemple, un siphon anti-flamme).

La rétention déportée est dimensionnée de manière qu'il ne puisse y avoir surverse de liquide inflammable lors de son arrivée éventuelle dans la rétention.

Une détection de présence de liquide inflammable (détection liquide ou gaz) est mise en place.

h) Les égouttures susceptibles de se produire lors des opérations de chargement ou de déchargement sont recueillies dans des récipients prévus à cet effet. Une consigne prévoit leur vidange régulière.

i) Des précautions sont prises vis-à-vis du risque d'électricité statique, en fonction de la nature du liquide inflammable chargé ou déchargé. Elles sont basées sur les bonnes pratiques professionnelles et prévoient notamment la limitation de la vitesse de circulation du liquide inflammable, un temps de relaxation (une longueur de tuyauterie ou une durée de circulation suffisante) après un accessoire de tuyauterie générant des charges électrostatiques ou tout autre mesure d'efficacité équivalente.

Les différentes parties métalliques d'une installation de chargement ou de déchargement (charpente, tuyauteries métalliques et accessoires, tube plongeur si le chargement se fait par le haut) sont reliées, en permanence, électriquement entre elles et à un réseau de mise à la terre. La continuité des liaisons présente une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre est inférieure à 10 ohms.

Les citernes mobiles sont reliées par une liaison équipotentielle aux installations fixes elles-mêmes reliées au réseau de mise à la terre, avant l'ouverture des vannes de chargement de ces citernes.

Concernant le déchargement, la continuité électrique peut être assurée par la tuyauterie ou le flexible lui-même s'il possède les qualités requises de conductibilité électrique.

j) Le chargement de la citerne mobile se fait soit par le bas (chargement dit « en source »), soit par le dôme par tube plongeur. Le chargement en pluie est interdit.

Le tube plongeur et son embout sont soit en matériau non ferreux, soit en acier inoxydable. Lorsque le tube plongeur n'est pas métallique, son embout est rendu conducteur et relié électriquement à la tuyauterie fixe du poste de chargement.

Le tube plongeur est d'une longueur suffisante pour atteindre le fond de la citerne et son embout est aménagé pour permettre un écoulement sans projection. La vitesse de circulation du liquide inflammable est limitée à 1 mètre par seconde tant que l'embout du tube plongeur n'est pas totalement immergé. Pour le chargement de liquides de catégorie A, B, C1 ou D1, le bras de



chargement est conçu de telle sorte que l'embout du tube plongeur demeure immergé pendant l'opération d'emplissage.

k) Les pompes de transfert de liquide inflammable sont équipées d'une sécurité arrêtant la pompe en cas d'échauffement anormal provoqué par un débit nul.

l) Les voies et aires desservant les installations de chargement ou de déchargement de citernes routières sont disposées de manière que l'évacuation des véhicules puisse s'effectuer en marche avant.

Des dispositions sont prises pour éviter l'endommagement des tuyauteries de liquide inflammable lors des manœuvres du véhicule.

m) Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amené à travailler dans l'installation, pour ce qui les concerne.

Ces consignes indiquent notamment :

- les précautions à prendre pour éviter tout mouvement intempestif de la citerne pendant les opérations de chargement ou de déchargement ;
- les dispositions concernant la mise à la terre de la citerne.

n) L'exploitant enregistre et analyse les événements suivants :

- perte de confinement ou débordement d'une citerne ;
- perte de confinement de plus de 100 litres sur une tuyauterie ;
- défaillance d'un des dispositifs de sécurité mentionnés dans le présent arrêté.

Le registre et les analyses associées sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

o) Le moteur du véhicule est arrêté lors du chargement ou du déchargement.

En cas de déchargement par pompe, le moteur qui entraîne celle-ci n'est mis en marche qu'après connexion de la liaison équipotentielle et branchement des flexibles ou des bras de chargement.

La connexion équipotentielle établie entre le véhicule et l'installation de chargement n'est interrompue que lorsque toutes les opérations de débranchement sont effectuées et les bouchons de raccord du véhicule remis en place.

p) En fin de transfert, une vidange complète du liquide inflammable contenu dans les bras et les flexibles est effectuée en respectant les consignes opératoires afférentes définies par l'exploitant.

q) Chaque aire dispose d'une réserve de sable ou de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 200 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et protégée par un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le sable ou le produit absorbant des intempéries.

---

## **TITRE 9 - AMÉNAGEMENTS DE CERTAINES PRESCRIPTIONS MINISTÉRIELLES**

---

### **ARTICLE 9.1. MÉLANGE DE DÉCHETS DANGEREUX**

Les déchets dangereux produits à l'issue du processus de distillation peuvent, après vérification de leur compatibilité et définition d'un protocole adapté, être mélangés avant élimination dans des installations autorisées (incinération de déchets dangereux).

Ces mélanges ne doivent en aucun cas avoir pour but de conduire à une dilution de la dangerosité des déchets pris individuellement.

## **ARTICLE 9.2. UTILISATION DE FLEXIBLES DANS LE DÉPÔT DE LIQUIDES INFLAMMABLES**

Les dispositions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables font l'objet des adaptations suivantes :

L'utilisation de flexibles est autorisée :

- pour les postes de répartition des liquides inflammables (répartition entre les tuyauteries provenant des aires de dépotage vers les bacs de produits bruts Axx) ;
- pour le raccordement des tuyauteries de soutirage des bacs de produits bruts aux pompes de soutirage ;
- pour le poste de répartition vers et en provenance des colonnes de distillation ;
- pour le raccordement des bacs de produits distillés (Dxx) aux tuyauteries vers les aires d'empotage.

Chaque flexible utilisé est clairement identifié et fait l'objet d'une fiche de suivi.

Un examen visuel de l'état des flexibles est réalisé à chaque utilisation par les opérateurs.

Les flexibles utilisées :

- sont en nombre aussi réduit que possible ;
- sont de longueurs aussi réduites que possible ;
- sont rangés sur des installations dédiées lorsqu'ils ne sont pas utilisés.

Il est strictement interdit :

- de stocker les flexibles à même le sol des rétentions ou des aires de dépotage ;
- d'accoupler les flexibles entre eux afin de les rallonger.

---

## **TITRE 10 - ÉTUDES TECHNIQUES**

---

### **ARTICLE 10.1. MISE À JOUR DE L'ÉVALUATION DES RISQUES SANITAIRES**

Une fois que les installations seront en capacité de traiter 40 000 tonnes de déchets par an et que le niveau de traitement de 30 000 tonnes de déchets par an aura été atteint, et en tout état de cause pour le 31 décembre 2025 au plus tard, l'exploitant réalise une campagne de mesures et de caractérisation de ses rejets gazeux, diffus et canalisés.

Cette campagne est complétée par une campagne de mesures d'exposition des riverains.

Conformément au guide INERIS sur la surveillance dans l'air autour des ICPE, ces mesures seront effectuées dans le cadre de 4 campagnes de 15 jours chacune réparties sur l'année

Sur la base des résultats de ces campagnes, l'exploitant détermine s'il convient de mettre à jour l'étude de risques sanitaires de l'établissement et en informe, de façon argumentée, l'inspection des installations classées.

Si une mise à jour est pertinente, cette étude mise à jour doit être transmise à l'inspection des installations classées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2026.

### **ARTICLE 10.2. PRODUITS DE DÉCOMPOSITION**

L'exploitant doit transmettre au préfet, au plus tard le 30 juin 2025, la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

Le plan d'opération interne de l'établissement est mis à jour dans le même délai.

## **TITRE 11 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS PUBLICITÉ – NOTIFICATION**

### **ARTICLE 11.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susmentionnés.

### **ARTICLE 11.2. PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de SAINT-VULBAS et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de SAINT-VULBAS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée de quatre mois.

### **ARTICLE 11.3. NOTIFICATION**

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au directeur de la société SPEICHIM PROCESSING - Parc industriel de la Plaine de l'AIN – 100, Allée des Pins - 01150 SAINT-VULBAS,, ,
- et copie adressée :
  - au sous-préfet de BELLEY,
  - au maire de SAINT-VULBAS, pour être versée aux archives de la mairie pour mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté,
  - aux maires de BLYES, CHAZEY-SUR-AIN, LAGNIEU, LOYETTES, SAINT-JEAN-DE-NIOST, SAINTE-JULIE, LA BALME LES GROTTE (38), HIERES SUR AMBY (38) ,
  - au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
  - au directeur départemental des territoires,
  - au délégué territorial départemental de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes ,
  - au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
  - à Monsieur Bernard PAVIER - commissaire-enquêteur.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 14 mars 2023

La préfète,  
Pour la préfète,  
Le secrétaire général,

  
Philippe BEUZELIN